

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 04/11/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**REMEA Gaillon**

Chemin du Halage  
Lieu-dit le Noyer Fleury  
27600 Gaillon

Références : 27 / 2024 - 345  
Code AIOT : 0003901459

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement REMEA Gaillon implanté Chemin du Halage Lieu-dit le Noyer Fleury 27600 Gaillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection, avec prélèvement inopiné, s'inscrit dans le cadre d'une action régionale visant à s'assurer que l'organisation mise en place par les exploitants de carrière, d'installation de stockage de déchets inertes non dangereux ou de plateforme de tri/transit et traitement réceptionnent bien des déchets conformes à la réglementation et à leurs arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REMEA Gaillon
- Chemin du Halage Lieu-dit le Noyer Fleury 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0003901459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de REMEA à Gaillon est une plateforme de transit et traitement de terres polluées autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juillet 2020.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Air
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Stockage des déchets en extérieur	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 7.5.9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Conditions d'entreposage des terres et déchets	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Dégradation biologique biopile	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 8.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2000, article L171-3-1 et L 514-8	Sans objet
2	Admission des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 5.2.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les inspectrices ont fait procéder au prélèvement et à l'analyse de deux lots de terres admises sur site en provenance d'une part, d'Aurillac et d'autre part, de la Ferté Vidame.

Les polluants recherchés dans le cadre du contrôle inopiné sont : paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,

complétés d'une analyse de 12 métaux lourds sur brut, des composés organo-halogénés volatils (COHV), HAP, PCDD / PCDF. Une analyse du cyanure a également été demandée pour le lot en provenance d'Aurillac, au vu des indications fournies sur la fiche d'identification du déchet.

**Les résultats d'analyses effectués sur les échantillons prélevés confirment que les terres sont admissibles sur le site ainsi que les données disponibles obtenues dans le cadre de leur acceptation préalable.**

L'exploitation de la documentation associée aux lots échantillonnés a nécessité la réalisation d'une inspection dédiée afin de clarifier le traitement opéré sur les lots provenant d'Aurillac ainsi que l'organisation en place en matière de traçabilité. Cette inspection a été réalisée le 17 octobre 2024 et fera l'objet d'un rapport associé.

Il a également été constaté une gestion sur site qui ne permet pas la traçabilité du type de traitement des déchets entrants, ni le contrôle de leur conformité.

Lors de cette inspection du 24 septembre 2024, il a été constaté la présence de stockages en extérieur, la présence de déchets interdits, la présence de boues liquides, l'absence de ventilation dans le bâtiment. L'exploitant a rapidement pris les mesures permettant un retour à la conformité, ce qui a été constaté par l'inspection des installations classées sur le site le 17 octobre 2024.

Plus spécifiquement, au regard des constats effectués, **il est demandé à l'exploitant :**

***Concernant les lots relatifs au CAP n° 24061701 :***

- de faire gérer ultérieurement ces déchets en tant que déchets dangereux et assurer leur traçabilité électronique via la base de données Trackdéchets ;
- d'établir et transmettre une fiche d'information informant l'installation ultérieure de traitement de son origine et de sa teneur en cyanure. Cette fiche d'information et le CAP associé à sa prise en charge ultérieure est transmise à l'inspection avant expédition des lots.

***Concernant les stockages en extérieur :***

- de fournir des précisions concernant les dépôts en extérieur : fiche d'identification des déchets, certificat d'acceptation préalable, localisation, tonnage ;
- d'analyser les informations et de conclure (ou non) sur le caractère inerte et non dangereux ;
- de faire évoluer ses procédures et ses pratiques pour ne plus stocker en extérieur.

***Concernant l'identification des déchets sur site :***

- de faire évoluer ses procédures et ses pratiques pour être en mesure de présenter un plan ainsi qu'un panneautage complet et à jour.

***Concernant le système de ventilation :***

- de maintenir une aération du bâtiment via le système d'aération dynamique quand les conditions le requièrent,
- de faire évoluer sa procédure afin de garantir le bon fonctionnement de l'extraction.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Prélèvement de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2000, article L171-3-1 et L 514-8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article L171-3-1 I.-Les fonctionnaires et agents chargés des contrôles peuvent prélever ou faire prélever des échantillons en vue d'analyses ou d'essais. Ces échantillons sont placés sous scellés. Dans le périmètre d'une installation, le responsable présent ou, à défaut, son représentant est avisé qu'il peut assister au prélèvement. L'absence du responsable ou de son représentant ne fait pas obstacle au prélèvement. II.-Les échantillons sont prélevés au moins en double exemplaire et adressés à un laboratoire d'analyses. Un exemplaire est conservé par le fonctionnaire ou l'agent chargé du contrôle aux fins de contre-expertise. La personne faisant l'objet du contrôle, ou la personne désignée pour la représenter, est avisée qu'elle peut faire procéder à ses frais à l'analyse de l'exemplaire conservé. Elle fait connaître sa décision dans les cinq jours suivant la date à laquelle les résultats de l'analyse du laboratoire ont été portés à sa connaissance. Passé ce délai, l'exemplaire peut être éliminé. Dans le cas où aucune contre-expertise n'a été sollicitée, le second échantillon est détruit au terme d'un délai de deux mois à compter de la date du prélèvement.  Article L514-8 Les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires pour l'application du présent titre, y compris les dépenses que l'Etat a engagées ou fait engager dans le cadre de la gestion ou du suivi des impacts et conséquences d'une situation accidentelle, sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, il a été convenu avec l'exploitant de faire réaliser par le bureau d'étude deux échantillons (un pour le laboratoire et un témoin pour l'exploitant) de terres déchargées le jour même :  <ol style="list-style-type: none"><li>1. un lot en provenance par camion de <b>Aurillac</b>, dans le <b>casier 11</b> du site, CAP n°24061701 et FID n°240614135, en transit chez Remea. Le lot prélevé correspond au lot n°8. Les déchets sont identifiés comme déchets dangereux (code déchet 17 05 03*) avec HAP et cyanures. Les terres présentaient une forte odeur. Les analyses demandées sur ce lot sont le pack ISDI, les 12 métaux lourds sur brut, les HAP, COHV, PCDD / PCDF et les cyanures.</li><li>2. un lot en provenance par camion de de la <b>Ferté Vidame</b>, dans le <b>casier 3</b> (lot n°4 reçu de ce chantier). CAP n° 24062801 et FID n° 240625137, à traiter par Remea (selon les résultats d'analyse), identifié comme déchets non dangereux (code déchet 17 05 03 terres et cailloux). Les analyses demandées sur ce lot sont le pack ISDI, les 12 métaux lourds sur brut, les HAP, COHV, PCDD / PCDF.</li></ol> Les résultats d'analyse ont été reçus par courriel le 15 octobre 2024 et complétés le 18 octobre 2024.

N° 2 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 5.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement CE n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

Constats :

Le jour de l'inspection puis par courriel du 1er octobre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les documents suivants :

1. Pour le lot en provenance d'**Aurillac** :
  - la fiche d'identification du déchet ;
  - le certificat d'acceptation préalable (CAP n° 24061701) indiquant le code déchets 170503\*, et le site d'intervention ;
  - les tonnages reçus jusqu'au 24 septembre, indiquant le code déchet 170503\* ;
  - les analyses effectuées à réception pour chaque lot reçu depuis Aurillac (NB : le lot dans le casier 11 étant en réception, l'exploitant n'avait pas encore effectué les analyses à réception pour ce lot) ;
  - le contrôle vis à vis de la dangerosité relatif au CAP ;
  - le certificat d'acceptation préalable pour la destination finale, les terres étant uniquement en transit sur le site.
2. Pour le lot en provenance de **La Ferté Vidamme** :
  - la fiche d'identification du déchet ;
  - un tableau synthétisant les analyses effectuées en amont de la réception ;
  - le certificat d'acceptation préalable (CAP n° 24062801) indiquant le code déchets 170504 ;

- les analyses effectuées à réception pour chaque lot reçu depuis la Ferté Vidame (NB : le lot dans le casier 3 étant en réception, l'exploitant n'avait pas encore effectué les analyses à réception pour ce lot) ;
- les tonnages reçus jusqu'au 24 septembre, indiquant le code déchet 170504 ;
- le contrôle vis à vis de la dangerosité relatif au CAP.

L'exploitation de la documentation transmise a conduit à la réalisation d'une nouvelle inspection le 17 octobre 2024, afin de clarifier le traitement opéré sur les terres provenant d'Aurillac et de comprendre l'organisation mise en place en matière de traçabilité des déchets. Cette inspection fait l'objet d'un rapport spécifique.

Au 17 octobre 2024, l'exploitant a réalisé les opérations suivantes sur les terres d'Aurillac (3861 tonnes réceptionnées) :

- lot n°1 : en simple transit - élimination en installation de stockage de déchets non dangereux ;
- lots n°2 à 4 : traitement sur site réalisé (brassage + criblage pour récupération d'une phase fine et d'une phase grossière composées de béton) - élimination de la phase fine en installation de stockage de déchets non dangereux et valorisation des bétons en recyclage ;
- lots n°5 et 6 : en cours de traitement ;
- lot n°7 : en cours de traitement ;
- lot n°8 (celui prélevé lors de l'inspection du 24 septembre) : en attente.

Les résultats de ce prélèvement inopiné d'échantillon en provenance d'Aurillac mettent en évidence la présence de très fortes concentrations en HCT totaux (3360 mg/kg MS) et en HAP (1520 mg/kg MS). L'échantillon contient aussi des BTEX (4.14 mg/kg MS en benzène) et des dioxines et furanes. Les valeurs en métaux sur brut traduisent également des terres polluées (49.3 mg/kg MS en arsenic, 209 mg/kg MS en baryum, 1.20 mg/kg MS en cadmium, 0.23 mg/kg MS en mercure).

**Compte-tenu de sa teneur en HCT (supérieure 1000 mg/kg) et HAP (supérieure 1000 mg/kg), la dangerosité du lot est confirmé.** Le lot reste admissible sur site au vu de ces valeurs, comparées aux valeurs admissibles prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation mais n'est pas admissible en installation de stockage de déchets non dangereux.

En ce qui concerne les cyanures pour l'échantillon en provenance d'Aurillac, les résultats sont les suivants :

- cyanures totaux sur brut : 9.2 mg/kg MS ;
- cyanures aisément libérables sur brut : <0.5 mg/kg MS ;
- cyanures totaux sur éluat : 0.43 mg/kg MS ;
- cyanures aisément libérables : <0.10 mg/kg MS.

**Ces valeurs sont très inférieures à celles mesurées dans les lots précédents mais restent notables et devront être communiquées à l'installation de traitement ultérieure.**

Les résultats de ce prélèvement inopiné d'échantillon Stellantis mettent en évidence la présence des traces de HCT (45,9 mg/kg) et des concentrations en dioxines assez importantes en OCDD : octachlorodibenzodioxine (3490 ng/kg) correspondant néanmoins à une valeur maximale ITEQ de 7 ng/kg MS, ce qui n'est pas de nature à classer ce lot comme déchet dangereux et/ou "POP".

Toutefois, il reste admissible sur site au vu de ces valeurs, comparées aux valeurs admissibles prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et reste traitable en tant que déchet non dangereux inerte.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°1 :</b> Les lots relatifs au CAP n° 24061701 doivent faire l'objet d'une gestion ultérieure en tant que déchets dangereux et d'une traçabilité électronique via la base de données Trackdéchets.</p> <p>L'exploitant établit et transmet une fiche d'information informant l'installation ultérieure de traitement de son origine et de sa teneur en cyanure. Cette fiche d'information et le CAP associé à sa prise en charge ultérieure est transmise à l'inspection avant expédition des lots.</p> <p>L'exploitation de la documentation associée aux lots échantillonnés a nécessité la réalisation d'une inspection dédiée afin de clarifier le traitement opéré sur les lots provenant d'Aurillac ainsi que l'organisation en place en matière de traçabilité. Cette inspection a été réalisée le 17 octobre 2024 et fera l'objet d'un rapport associé.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Stockage des déchets en extérieur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 7.5.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des risques inondations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage de déchets ne pourra pas être autorisé en dehors du bâtiment et de toute partie qui ne pourrait être isolée d'une inondation.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de déchets entreposés à l'extérieur du bâtiment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un lot de gravats de béton ;</li> <li>• un lot de déchets de type déchets de balayure/compost (couleur marron foncée) ;</li> <li>• un lot de déchets de type terre (couleur marron claire).</li> </ul> <p>Il a été rappelé à l'exploitant qu'il est interdit de stocker en extérieur.</p> <p>Par courriel en date du 27 septembre, il a été demandé à l'exploitant d'envoyer une liste de tous les déchets qui ont été stockés et/ou qui sont stockés à l'extérieur, avec leur caractérisation, analyses etc., ainsi qu'un plan du site pour identifier leur localisation.</p> <p>Il a également été demandé de procéder à leur évacuation immédiate de l'extérieur du site.</p> <p>Par courriel en date du 1er octobre, l'exploitant a envoyé trois rapports d'analyse (CAP 24052301, CAP 24062801 et CAP 24061301), ainsi qu'un plan et une photo montrant une alvéole extérieure vidée le lundi 30 septembre 2024. Par courriel du 14 octobre 2024, l'exploitant a transmis des photos montrant l'évacuation des stocks.</p>



Lors de l'inspection du 17 octobre 2024, il a été constaté qu'aucun stock n'était présent à l'extérieur des bâtiments.

Il est constaté que le plan n'indique qu'une zone de stockage alors que trois zones ont été recensées. Il n'y a pas de correspondance entre la localisation et le rapport d'analyse, et l'exploitant n'a pas fourni les CAP et FID.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- fournir des précisions concernant les dépôts en extérieurs : fiche d'identification des déchets, certificat d'acceptation préalable, localisation, tonnage ;
- d'analyser les informations et de conclure (ou non) sur le caractère inerte et non dangereux ;
- faire évoluer ses procédures et ses pratiques pour ne plus stocker en extérieur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Conditions d'entreposage des terres et déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 8.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registres et plans

**Prescription contrôlée :**

Les terres et déchets entrants sont accueillis :

- soit en attente de traitement puis d'expédition ;
- soit en transit uniquement (passage sur le site sans traitement).

Le site est organisé en zones de transit / d'attente avant traitement puis attente avant expédition en fonction du traitement et de la dangerosité des terres et déchets accueillis.

La durée maximale de transit ou de traitement des déchets est de 3 ans s'ils sont destinés à être valorisés ultérieurement ou 1 an s'ils sont destinés à l'élimination à compter de la date de réception des déchets sur site jusqu'à la date d'expédition des déchets.

Les zones de stockage et de traitement sont clairement délimitées et identifiées sur le site sur un plan tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant est en mesure de justifier en permanence le respect des quantités maximales fixées à l'article 1.5.2.

Les lots de chacun des producteurs ou détenteurs initiaux y sont clairement délimités et identifiés.

Un plan disponible sur le site et le panneauage des lots indique :

- le numéro de la zone et ou casier ;
- le numéro et nom de chacun des lots de déchets stockés sur la zone, ainsi que leur date d'arrivée sur site ;
- la caractéristique des terres et déchets présents dans la zone (pollution / organique / minérale...) ;
- la quantité de terres ou déchets présents dans la zone ;
- la date d'identification de cette quantité ;
- l'opération a effectuée ou en cours sur le déchet (transit, lavage, traitement biologique).

#### Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté que le casier n°17 :

- contient une sorte de boue liquide (boues d'hydrocureurs d'après la personne présente), retenue par un mur en parpaing, avec des effluents liquides sortant du casier artisanal ;
- n'était pas formellement identifié, ni sur le plan tel que défini au chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral (plan fourni le jour de l'inspection, en date du 20/09/2024, sur lequel le casier 17 semble vide), ni sur le site, les photos à l'appui montrant uniquement une pancarte "casier 17" "casier rétention de boue", sans aucune indication sur la provenance, le numéro du lot, la date d'arrivée, le type de pollution etc..

Ce type de déchets (code déchets 16 07 08\* déchets contenant des hydrocarbures) n'est, d'une part, pas autorisé sur le site et, d'autre part, non approprié de part sa nature liquide dans des alvéoles artisanales non étanches.

Par courriel en date du 27 septembre, il a été demandé à l'exploitant de d'envoyer les documents relatifs à ce casier et de justifier que ces déchets peuvent être présents sur le site (notamment code déchet et siccité effectuée lors de la caractérisation de base).

Par courriel en date du 1er octobre, l'exploitant a informé l'inspection que le casier avait été démonté le lundi 30 septembre, photos à l'appui.

Lors de l'inspection du 17 octobre 2024, il a été constaté qu'aucun stockage de boues liquides n'était présent au sein des installations.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de:

- faire évoluer ses procédures et ses pratiques afin de ne faire entrer sur site que les déchets autorisés,
- faire évoluer ses procédures et ses pratiques pour être en mesure de présenter un plan ainsi qu'un panneau complet et à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Dégradation biologique biopile**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 8.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le traitement biologique est basé sur le développement de micro-organismes opérant une dégradation métabolique sur les molécules organiques. Ces opérations correspondent à une rupture des chaînes carbonées dont les produits résiduels sont principalement des composés minéraux, de l'eau (H<sub>2</sub>O) et du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), sans danger pour l'environnement.</p> <p>Ce processus naturel est accéléré en créant des conditions de développement optimales pour la flore endogène d'une part (bio-stimulation) ou en inoculant des organismes exogènes susceptibles d'améliorer la biodégradation (bio-augmentation).</p> <p>Le traitement biologique s'applique à des matériaux contaminés par :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des hydrocarbures pétroliers (essence, diesel, lubrifiants légers, huiles) ;</li><li>- des composés mono-aromatiques (BTEX) ;</li><li>- certains HAP (naphtalène et phénanthrène en particulier).</li></ul> <p>Ce procédé reposant sur une dégradation biologique en milieu aérobie implique la mise en œuvre d'un système d'aération permettant l'apport d'oxygène. L'apport en oxygène, nécessaire à l'activité bactérienne, sera réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- soit via un système d'aération dynamique (aspiration, débit de 10 000 m<sup>3</sup>/h) dans les deux casiers au sud du bâtiment process, dédiés aux terres et matériaux les plus pollués (Matériaux chlorés par exemple).</li></ul> <p>Le système d'extraction aura une puissance maximale de 200 kW. En cas de coupure électrique, un groupe électrogène d'une puissance maximale de 20 kW assurera l'alimentation électrique des extracteurs de secours afin de garantir l'extraction des pollutions volatiles ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- soit par un retournement mécanique des terres et matériaux pollués permettant leur aération.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Le système d'aération dynamique n'était pas en route lors de l'inspection. Pourtant, il a été constaté d'une part, la présence de déchets dans le casier de traitement biopile en cours de traitement, et d'autre part, des fortes odeurs dans le bâtiment.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à maintenir une aération du bâtiment via le système d'aération dynamique quand les conditions le requièrent, et de faire évoluer sa procédure afin de garantir le bon fonctionnement de l'extraction.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois